



Préfet du Gard
Direction Départementale des Territoires et de la Mer

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE :

préalable à l'autorisation requise au titre du code de l'environnement pour le contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier (CNM) bassin versant du Vidourle présentée par la société OC'VIA sur les communes de Aigues-Vives, Aimargues, Gallargues Le Montueux , Le Cailar (Gard) Lunel et Marsillargues (Hérault)

Il convient de rappeler que le Projet de Contournement Nîmes Montpellier a été déclaré d'utilité publique le 16/05/2005 (parution au journal officiel du 17 /05/2005). Sa réalisation fait l'objet d'un contrat de partenariat attribué par RFF à OC'VIA SA et daté du 28 juin 2012 et régit pour son attribution et son exécution par les termes de l'ordonnance n°2004-559 du 17 juin 2004 relative aux contrats de partenariat.

Le projet soumis à enquête publique comprend la réalisation du contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier visant à créer une ligne ferroviaire nouvelle mixte (transport de fret et voyageurs) qui s'inscrit dans la continuité de la «LGV Méditerranée» (à Redessan dans le Gard) et du projet de «LGV Languedoc-Roussillon». La ligne s'étend sur 60 kilomètres de section courante entre les communes de Redessan (au Sud-Est de Nîmes) et de Villeneuve-lès-Maguelone (au Sud-Ouest de Montpellier), . Le projet comprend également 10 kilomètres de liaison fret dans le Gard entre les communes de Saint-Gervasy et Manduel qui permet aux trains « fret » de rejoindre la nouvelle ligne ferroviaire.

Le montant des travaux est estimé à 1,2 milliard d'euros.

Durée d'enquête: 31 jours consécutifs du mercredi 18 septembre 2013 au vendredi 18 octobre 2013 inclus.

La décision d'autorisation qui pourra être adoptée au terme de cette enquête publique sera prise par le Préfet du département de l'Hérault et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard Gard.

Commission d'enquête: Le Président : M. Alain Oriol, ingénieur hydraulique honoraire et ses assesseurs : M. Patrick Leture, officier de la Marine Nationale honoraire et M. Jean-Louis Blanc, responsable des services techniques d'Eurengo France en préretraite, ont été désignés par le Tribunal Administratif de Nîmes en qualité respectivement de Président de la commission d'enquête et d'assesseurs.

M. Daniel Dujardin, officier de la Marine Nationale honoraire, a été désigné par le Tribunal Administratif de Nîmes en qualité de suppléant.

M. Thierry PARIZOT, Directeur Général de la société OC'VIA, est la personne responsable auprès de laquelle renseignements et fourniture de dossiers (aux frais du demandeur) peuvent être demandés à l'adresse suivante : gregory.bourgeois@inter.setec.fr

Le dossier d'enquête pourra être consulté sur le site internet d'OC'VIA : www.ocvia.fr

Siège de l'enquête :

Mairie de Aimargues Place du 8 Mai 1945 30 470 Aimargues (Tél : 04 66 73 12 12)

Ainsi, le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête et consigner ses observations sur le registres d'enquête ouverts à cet effet dans les mairies de Aimargues ,Aigues Vives,Gallargues Le Montueux, Le Cailar, Lunel et Marsillargues durant les jours et heures d'ouverture des bureaux pendant la durée de l'enquête.

Le public pourra adresser ses observations par écrit à M. Alain Oriol, Président de la commission d'enquête, qui les annexera au registre correspondant, après les avoir visées, à l'adresse suivante : M le Président de la Commission d'enquête publique préalable à l'autorisation requise au titre de la loi sur l'eau pour le contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier Mairie de Aimargues Place du 8 Mai 1945 30 470 Aimargues. Le Président de la commission d'enquête pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande.

Permanences : Au moins l'un des membres de la commission d'enquête recevra en personne, les observations du public aux dates et heures suivantes :

MAIRIES	DATE DES PERMANENCES	HEURES DES PERMANENCES
Mairie de Aimargues	mercredi 18 septembre vendredi 18 octobre	De 09h00 à 12h00 De 14h00 à 17h00
Mairie de Gallargues Le Montueux	Vendredi 20 septembre	De 14h00 à 17h00
Mairie de Le Cailar	Lundi 23 septembre	De 9h00 à 12h00
Mairie de Lunel	Lundi 30 septembre	De 9h00 à 12h00
Mairie de Aigues Vives	Lundi 30 septembre	De 14h00 à 17h00
Mairie de Marsillargues	Jeudi 10 octobre	De 14h à 17h .

Le rapport, l'avis et les conclusions motivés que la commission d'enquête est tenue de rendre dans les délais prévus par les textes, pourront être consultés par le public dans les mairies ci-dessus désignées ainsi qu' à la Préfecture de l'Hérault (Direction des relations avec les collectivités locales), à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (Service de l'Eau et des Milieux aquatiques) ainsi que sur les sites internet www.herault.gouv.fr et www.gard.gouv.fr pendant une période d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'arrêté inter préfectoral d'ouverture d'enquête ainsi que le présent avis feront l'objet d'un affichage au public dans les communes de Aigues-Vives, Aimargues, Gallargues Le Montueux , Le Cailar (Gard) Lunel et Marsillargues (Hérault) et seront publiés sur les sites internet www.herault.gouv.fr et www.gard.gouv.fr .

SUR proposition du Secrétaire Général de l'Hérault et du Directeur départemental des Territoires et de la Mer du Gard

ARRESENT :

ARTICLE 1 :

Il convient de rappeler que le projet de Contournement Nîmes Montpellier a été déclaré d'utilité publique le 16 mai 2005 (parution au journal officiel du 17 mai 2005). Sa réalisation fait l'objet d'un contrat de partenariat attribué par RFF à OC'VIA SA, daté du 28 juin 2012 et régit pour son attribution et son exécution par les termes de l'ordonnance n°2004-559 du 17 juin 2004 relative aux contrats de partenariat.

La demande d'autorisation au titre de la législation sur l'eau du code de l'environnement, présentée par la Société OC'VIA pour le Contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier (CNM) sur les communes directement concernées par le tracé, à savoir : Aimargues, Aigues-Vives, Gallargues Le Montueux, Le Cailar (Gard) Lunel et Marsillargues (Hérault) ; sera soumise à enquête publique, qui aura lieu **du mercredi 18 septembre 2013 au vendredi 18 octobre 2013 inclus, pendant 31 jours.**

ARTICLE 2:

M. Thierry PARIZOT, Directeur Général de la société OC'VIA, (sise 34 boulevard des Italiens – 75009 Paris) est la personne responsable auprès de laquelle des renseignements et des dossiers (aux frais des demandeurs) peuvent être demandés à l'adresse suivante : gregory.bourgeois@inter.setec.fr

ARTICLE 3:

La commission d'enquête est composée de :

Le Président : M; Alain Oriol , ingénieur hydraulique honoraire et ses assesseurs: M. Patrick Leture, officier de la Marine Nationale en retraite et M. Jean-Louis Blanc, responsable des services techniques d'Eurengo France, en préretraite, ont été désignés par le tribunal administratif de Nîmes en qualité respectivement de président de la commission d'enquête et d'assesseurs.

M. Daniel Dujardin, officier de la Marine Nationale, honoraire a été désigné en qualité de suppléant .

ARTICLE 4:

Les pièces du dossier d'enquête, ainsi que le registre d'enquête seront déposés dans les mairies de Aigues Vives, Aimargues, Gallargues Le Montueux, Le Cailar (Gard) Lunel et Marsillargues (Hérault) afin que les personnes intéressées puissent prendre connaissance du dossier aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies et consigner leurs observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, qui sera côté et paraphé, préalablement à l'ouverture de l'enquête, par les membres de la commission d'enquête.

ARTICLE 5:

La Mairie de Aimargues est désignée comme siège de l'enquête.

Il sera également possible d'adresser ses observations par écrit au président de la commission d'enquête M. Alain Oriol, qui les annexera au registre après les avoir visées, à l'adresse suivante :

**M. Le commissaire enquêteur
pour l'enquête publique unique préalable à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau
pour le projet de contournement de Nîmes Montpellier bassin versant du Vidourle
Mairie de Aimargues**

**Place du 8 Mai 1945
30 470 AIMARGUES**

De plus, l'un, au moins des membres de la commission d'enquête recevra, en personne, les observations du public aux permanences fixées aux dates et heures suivantes :

Permanences	Horaires
Mairie de Aimargues lundi au jeudi : 8h30/12h30 & 13h30/17h30 vendredi : 8h30/12h30 & 13h30/17h	mercredi 18 septembre 2013 de 09H à 12H
Mairie de Gallargues Le Montueux lundi et jeudi: 8h30/12h mardi et mercredi : 8h30/12h&15h/18/30 vendredi: 8h30/12h& 14h/17h30	vendredi 20 septembre 2013 de 14H à 17H
Mairie de Le Cailar lundi au jeudi: 9h/12h & 14h/17h30 vendredi : 9h/12h et 14h/17h	lundi 23 septembre 2013 de 09H à 12 H
Mairie de Lunel lundi au vendredi: 8h/12h30 & 13h30/17h	lundi 30 septembre 2013 de 09H à 12H
Mairie de Aigues Vives 8h30/12h & 14h/17h30	lundi 30 septembre 2013 de 14H à 17H
Mairie de Marsillargues lundi au jeudi: 8h/12h & 13h/17h vendredi : 8h/12h & 13h/16h	jeudi 10 octobre 2013 de 14H à 17H
Mairie de Aimargues	vendredi 18 octobre 2013 de 14H à 17H

ARTICLE 6:

De plus, une information sera faite par l'affichage de l'arrêté préfectoral et de l'avis d'ouverture d'enquête en mairies de Aigues Vives, Aimargues, Gallargues Le Montueux, Le Cailar, Lunel, Marsillargues.

L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe aux maires des communes qui devront en justifier par un certificat.

Ces certificats d'affichage seront joints au dossier d'enquête.

ARTICLE 7:

Les conseils municipaux des communes de Aigues Vives, Aimargues, Gallargues Le Montueux, Le Cailar, Lunel, Marsillargues. seront appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement, dès l'ouverture de l'enquête publique.

Ne pourra être pris en considération que l'avis exprimé au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 8:

En plus des communes concernées par le tracé, il sera effectué une information à destination du public sur la commune de Saint Laurent d'Aigouze. Un dossier d'enquête, déposé dans la commune, sera consultable aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

ARTICLE 9:

A l'expiration du délai fixé à l'article 1 ci-dessus, les registres d'enquête seront clos et signés par le président de la commission d'enquête.

Il rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera sur place les observations écrites et orales, celles-ci étant consignées dans un procès verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Il satisfera aux obligations des articles R 123-18 du Code de l'environnement notamment et transmettra, dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou à l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse, le dossier complet à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Mer du Gard, après avoir revêtu de son visa toutes les pièces qui le composent.

Il l'accompagnera d'un rapport attestant de l'accomplissement des formalités réglementaires, de son avis et de ses conclusions motivés qui seront publiés sur le site internet de la Préfecture de l'Hérault : <http://www.herault.gouv.fr> et de la Préfecture du Gard : <http://www.gard.gouv.fr>

Le rapport, l'avis et les conclusions motivées que la commission d'enquête est tenue de rendre dans les délais prévus par les textes, pourront être consultés par le public en mairies de Aigues Vives, Aimargues, Gallargues Le Montueux, Le Cailar, Lunel et Marsillargues ainsi qu'à la Préfecture de l'Hérault (Direction des Relations avec les Collectivités Locales – Bureau de l'Environnement) ainsi que sur le site internet de la Préfecture de l'Hérault www.herault.gouv.fr et à la Direction départementale des Territoires et de la Mer du Gard (service de l'Eau et des Milieux Aquatiques/ Guichet)du Gard et sur le site <http://www.gard.gouv.fr> pendant une période d'un an, à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 10:

Publicité dans la presse

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins de la Direction départementale des Territoires et de la Mer du Gard en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, à savoir le 2 septembre 2013 et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, à savoir le 19 septembre 2013 dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans les départements de l'Hérault et du Gard.

Il sera justifié de l'application de ces publications par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

Ces numéros de journaux devront être joints au dossier d'enquête.

Publicité sur sites

En outre, quinze jours au moins avant le début de la procédure d'enquête et pendant toute sa durée , il sera procédé par les soins du maître d'ouvrage, la société OC'VIA, à l'affichage du même avis sur les lieux, ou en un lieu situé au voisinage de l'opération sur les communes de Aigues Vives, Aimargues, Gallargues Le Montueux , Le Cailar, Lunel, Marsillargues, visibles de la voie publique, conformément aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012 du Ministre de l'environnement, de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Publicité sur sites internet

L'avis au public d'ouverture d'enquête publique sera mis en ligne sur les sites internet de la Préfecture de l'Hérault et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée. sur les sites <http://www.herault.gouv.fr> et <http://www.gard.gouv.fr>

ARTICLE 11:

La décision, prise par le Préfet de l'Hérault et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard, susceptibles d'intervenir à l'issue de la procédure, est une autorisation du contournement ferroviaire de Nîmes Montpellier, après consultation du CODERST, assortie, le cas échéant, du respect de prescriptions, soit un refus. Elles seront prises conjointement par le Préfet de l'Hérault et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard.

ARTICLE 12:

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard, les Maires de Aigues Vives, Aimargues, Gallargues Le Montueux, Le Cailar, Lunel, Marsillargues ainsi que la commission d'enquête sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nîmes, le 27 AOUT 2013
Pour le Préfet par délégation
Le Directeur départemental
des Territoires et de la Mer



Jean-Pierre SEGONDS

Fait à Montpellier, le 27 AOUT 2013
Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Olivier JACOB